

Lettre ouverte à M. de Rugy d'élue à élu de la République

M. de Rugy, Coprésident du groupe EELV à l'Assemblée Nationale,

Vous avez fait savoir ce matin par dépêche AFP que la demande de démission de M. Valls était une « *surenchère* » à laquelle vous ne vouliez pas participer.

Député de Loire Atlantique, vous estimez même que votre place n'est pas aux côtés des lycéens, ne voulant "*pas trop mélanger les genres entre les manifestations et notre rôle d'élus*".

Dont acte. Les électeurs apprécieront qu'une fois élu, leur représentant abandonne son combat militant pour les valeurs sur lesquelles il a été choisi : celles de la gauche, celles du fronton de nos écoles publiques : «Liberté, égalité, fraternité».

M. de Rugy, vos propos dénotent une âme de gestionnaire quand vous qualifiez de surenchère le fait de "*demander la démission d'un ministre de l'Intérieur, alors qu'on voit bien que c'est une question de gestion judiciaire, policière, administrative...* ". **Non M. de Rugy, c'est une question politique.**

Et la surenchère est en face. Du côté de ceux qui acceptent en silence qu'un gouvernement PS-EELV reproduise les chiffres d'expulsions de Nicolas Sarkozy ! Qui

estiment que les populations Roms ne seraient pas capables de s'intégrer.

La surenchère, c'est quand la « gauche » au pouvoir envoie 31 cars de policiers pour déloger 80 militants du Droit au Logement et familles mal logées, place de la République !
Qu'en dit votre collègue au gouvernement, la Ministre EELV du Logement Cécile Duflot ?

Qui ne dit mot consent.
Alors nous, nous le disons haut et fort, en tant qu'élu-e-s, aux côtés des lycéens et étudiants.
Oui, M. Valls doit démissionner.

Et oui, M. de Rugy, nous sommes des élus de la République.
Quand sa devise est en danger, notre place est aussi dans la rue.